



EurAfricain(e)s : nos expériences sont une richesse

De retour d'Abidjan, Claude Fischer-Herzog livre ici plusieurs messages. Les Africains, insiste-t-elle, veulent une Afrique ouverte à tous, un monde qui leur soit accessible et de nouvelles relations « d'égal à égal », non seulement avec l'Europe mais avec toutes les autres grandes régions. Poursuivons le dialogue entre nos sociétés !

A Abidjan, j'ai eu la chance de participer à plusieurs échanges : au LAB¹ qui organisait la 4^{ème} édition de ses rencontres avec plusieurs centaines de participants dont 68 start-ups en compétition ; lors de mes rendez-vous avec des partenaires et associés aux Entretiens Eurafriens ; avec les jeunes étudiants lors d'une conférence organisée à l'INSTEC² par notre jeune vice-président d'Eurafrique 21³, Hermann Kouassi et le directeur de l'Ecole, Jean-Paul Améthier, membre du comité de parrainage des Entretiens Eurafriens.

Je retiens de tous ces échanges que les Africains et les jeunes en particulier veulent s'émanciper de toute tutelle et construire eux-mêmes l'Afrique de demain, voire se financer eux-mêmes. Aucun n'a rejeté les coopérations qu'ils savent nécessaires avec l'Europe, mais ils veulent pouvoir en nouer aussi avec les autres régions du monde. Une Afrique ouverte à tous et un monde qui leur soit accessible, et ce dans de nouvelles relations « d'égal à égal ». Certes, ils savent que l'égalité n'existe pas, que l'Afrique est un continent pauvre et dominé, mais c'est justement cela qu'ils veulent changer pour relever les défis qui leur sont posés : démographique, climatique, économique, politique, ... Ils ont conscience de leurs potentiels mais aussi du « gap » avec la réalité. Beaucoup d'entre eux s'engagent mais ils sont encore trop nombreux à attendre l'aide internationale comme la solution à leurs problèmes.

Vers une culture de la prospérité ?

Lors de la réunion à l'INSTEC, les jeunes ne se sont pas contentés de poser les questions en attendant de réponses toutes faites... Nous avons eu un véritable dialogue où les questions en appelaient d'autres, où nos expériences européennes et africaines ont pu se confronter, préparant la rencontre que nous aurons à Dakar en février 2017 sur le thème : « L'Union régionale, moteur d'une croissance inclusive en Afrique de l'Ouest ? ».

Pourra-t-on changer sans tenir compte de nos traditions et nos héritages cultu-

rels ? Jean-Paul Améthier, originaire du Grand Bassam, a rappelé que dans sa région, c'est la famille du roi qui choisit le futur roi mais que le peuple, représenté à la Cour royale, peut s'y opposer. Encore aujourd'hui, le sous-Préfet doit gouverner avec le roi. Des traditions « entrées dans nos gênes » qui expliquent, selon lui, que la démocratie à l'occidentale n'est pas transférable et que les Africains devront inventer un autre modèle. L'exemple du Rwanda et de Kagamé, dictateur éclairé qui a réussi à entraîner son peuple dans la réconciliation et la prospérité, est dans toutes les têtes⁴. « *Personne ne créera le continent à notre place mais encore faut-il savoir ce que nous voulons faire de notre Afrique et avoir une vision qui nous permettra de « planifier » nos actions. Ce qui est sûr, c'est que nous devons transformer notre culture de la solidarité - innée en Afrique - en prospérité* » a-t-il ajouté. Une réflexion forte qui fera l'objet de la prochaine conférence.

Hermann Kouassi, fondateur d'Incub'Ivoire qui soutient des jeunes start-ups, est lui aussi convaincu que les Africains doivent diriger leurs pays et qu'ils doivent se former au management, saluant le rôle de l'Institut. Un credo sur la formation repris par les étudiants, conscients que la connaissance sera le moteur de leurs capacités à participer à la décision des choix collectifs et prendre des responsabilités politiques. « *L'avenir appartient aux jeunes, mais on est dirigé par des vieux !* » s'est exclamé un étudiant. **Cette situation s'explique en partie par le respect des ancêtres en Afrique, qui prive les jeunes de parole. Mais elle est due aussi, comme en Europe, à des dirigeants qui s'accrochent à un pouvoir pourvoyeur de prébendes...**

Le défi de la production

Du Sommet des chefs d'Etat qui venait de se tenir à Abidjan, les jeunes n'ont pas retenu beaucoup de choses mais tous ont dénoncé l'attitude du gouvernement du Burkina Faso recevant E. Macron à Ouagadougou. « Est-ce que la France ferme ses écoles quand un chef d'Etat africain

rend visite au président français ?, s'est indignée une jeune femme, est-ce qu'on va se soumettre encore longtemps ? ». « *Est-ce que l'Afrique a vraiment besoin de l'Europe ?* » a interrogé un jeune homme, étudiant en 2^{ème} année de communication. Ces questions doivent nous interpeller. Oui, l'Afrique et les Africains se détournent de l'Europe et des Européens qui d'ailleurs se désengagent, contrairement aux belles déclarations. Les Français investissent moins en Afrique de l'Ouest. Ils vont dans « *l'Afrique qui gagne* » ou ailleurs dans le monde. L'Afrique ne représente que 3% du commerce mondial (contre 15% pour la Chine), et elle n'existe pas encore dans l'économie mondiale. Pourtant, elle sera le continent le plus peuplé de la terre avec 2,4 milliards d'habitants en 2050. Qui peut croire qu'elle pourra faire face seule ? Et ce, même avec une croissance de 10% l'an, ce qui est loin d'être le cas, puisque toutes les statistiques prévoient une chute de 3,6% en 2016 à 1,6% en 2018. Défi énorme qui nous concerne tous, et plus encore nous les Européens qui avons colonisé l'Afrique et continuons d'importer ses ressources transformées chez nous pour mieux lui revendre⁵.

L'Afrique peut-elle produire et répondre à ses besoins par elle-même ? Un jeune agronome, qui a créé sa start-up pour aider les paysans, témoigne que les agriculteurs africains sont des travailleurs pauvres et « cultivent petit ». Comment, dans ces conditions, investir dans des moyens de production et exporter le riz ? Les échanges ne seront jamais équitables si on ne les aide pas comme l'Union européenne soutient ses agriculteurs. Mais l'Afrique est confrontée à un défi encore plus grand : nourrir sa population qui va doubler et s'urbaniser. Faut-il créer une PAC (Politique agricole commune) à l'image de l'Europe ? L'union régionale en Afrique de l'Ouest est sur les rails, elle a une monnaie mais pas de politique économique commune ni de budget. Les Etats – comme la Côte d'Ivoire, le plus avancé de la région – accepteront-ils de contribuer à un budget qui permettrait plus de soli-

darité et de financer des politiques communes ? La BAD, en accord avec les Etats, avait exigé que ceux-ci contribuent chacun à hauteur de 10% à leur agriculture mais la grande majorité n'a pas respecté les engagements. L'agriculture ne pourra pas rester une économie de survivance. Elle devra être plus intensive et les femmes - qui représentent 80% des travailleurs agricoles - devront avoir accès à la propriété foncière, aux intrants, au financement et à la gouvernance des coopératives agricoles.

Le besoin de politiques publiques

Comment développer les pays ? S'agit-il d'un rattrapage des économies occidentales sur le même modèle ? D'une organisation en régions mieux interconnectées ? De l'invention d'un nouveau type de développement, plus inclusif ? L'Afrique ne pourra ni transférer le modèle européen, ni non plus celui de la Corée du Sud qui a su passer des bidonvilles aux gratte-ciel en 40 ans ! Elle construira ses villes selon ses traditions et devra développer ses espaces ruraux qui connaîtront eux aussi une démographie exponentielle. Les Entretiens Eurafricains de Ouagadougou en 2016 avaient apporté quelques options, complétées par ceux de Paris en 2017 : au cœur des choix de société, l'investissement pour l'industrialisation et dans des projets africains d'infrastructures ; et favoriser l'émergence d'entreprises africaines, en particulier de PME.

Les jeunes Africains ont une culture d'entrepreneurs, basée sur l'économie informelle où chacun doit se débrouiller, et ils aspirent - quand ils sont embauchés dans les entreprises - à participer à la gestion des entreprises, ce qu'on n'a pas réussi à imposer en Europe où les salariés sont dans des contrats de subordination. Formations massives adaptées aux besoins, organisation et régulation des marchés locaux et régionaux, création d'un droit des affaires et de la concurrence favorisant l'émergence d'entreprises africaines, financements grâce à la création d'un marché de capitaux africain et d'une industrie financière... les conditions au développement doivent être favorisées par des politiques publiques nationales et régionales. C'est dans cette optique que la politique économique et monétaire en Afrique de l'Ouest devra se réformer et se déconnecter du Fcfa⁶. Avec une hypothèse : l'union régionale et une bonne politique économique et monétaire permettront une croissance plus inclusive. Un débat qu'on poursuivra à Dakar les 5, 6 et 7 février avec les acteurs de la société civile et les institutions⁷.

Pour un monde ouvert

Mais le débat le plus vif et qui préoccupe beaucoup les jeunes est celui de l'immigration. Pourquoi prendre le risque de perdre sa vie en Méditerranée ? A cause

du manque de travail ? De la misère ? De la faim ? Les violences et conflits ? Le rêve d'eldorado ? Sans doute un peu tout ça... « *Les jeunes qui vont mourir en Méditerranée ne savent pas qu'il y a mieux à faire ici qu'ailleurs* » a dit un journaliste présent. « *Et ce n'est pas toujours les plus pauvres qui partent, car ça coûte très cher !* » Oui, peut-être. Mais si l'Afrique a certes des potentiels - comme il a été rappelé souvent (un peu comme un leitmotiv) -, les réalités sont très dures : l'Afrique est le continent où les inégalités sont les plus fortes⁸, avec les plus grandes richesses du monde et la plus grande pauvreté. La faim est endémique, les drames multiples⁹. Les jeunes qui ont eu la malchance de naître au Soudan veulent pouvoir vivre autre chose. Et ils se « saignent » avec l'aide des familles pour pouvoir partir, victimes de trafiquants qui profitent de leur détresse et parfois les torturent ou les vendent. Les plus grandes migrations sont interafricaines (80%) mais pourquoi les jeunes Africains n'auraient-ils pas le droit de vouloir vivre ailleurs dans le monde qui appartient à tous les hommes¹⁰ ? Ils n'ont pas à pas être punis deux fois : tu es né ici et tu n'auras pas le droit d'en partir.

Les Africains ne connaissent pas leur pays ou leur continent, a dit un jeune, « *c'est un peu comme si, en Afrique, on n'avait que des générations spontanées* ». Ils ne connaissent pas leurs propres grands hommes, ont regretté les étudiants... Qui connaît Cheikh Anta Diop qui définissait la culture comme « la conscience historique » et son combat pour que les Africains s'approprient leur passé ? Option a été prise pour une séance projection/débat autour du film « *Kemtiyu Cheikh Anta* » à l'Instec avec Eurafriclip¹¹. Et que vaut notre système éducatif qui a transféré un modèle européen inadapté à nos réalités et à nos besoins, s'est interrogée Merlène, élue Miss Universités et fière de représenter les universités africaines. « *Ici on forme à la criminologie et on sort chômeur !* ». Pourtant tous sont conscients que la formation - qui ne se fera pas par l'intermédiaire du seul mobile - est la clé de leur émancipation et de leur avenir. « *Arrange-toi pour ne pas faire partie de la grande masse ignorante* » a dit encore notre ami journaliste qui a invité les jeunes à mieux assumer leur « africanité ». Qui s'habille en Faso de Fani, a-t-il interrogé ? Mais on peut aimer les mélanges, et favoriser un monde où les hommes et les femmes de tous les continents se rapprochent et construisent un monde plus fraternel et plus mixte. Pour avoir des petits enfants burkinabè et nigériens, une arrière-petite-fille colombienne, je sais que c'est une richesse et une belle promesse d'avenir partagé.

Participer !

La conférence s'est terminée sur un engagement : nous revoir très vite¹², poursuivre les échanges, et mieux travailler ensemble

aux solutions. Il ne suffira pas d'attendre de nos gouvernants - en Afrique comme en Europe - qu'ils agissent à notre place : nous devons participer. Pour cela, il est nécessaire de créer des lieux où nous pourrions nous retrouver et « plancher » sur les questions économiques, sociales et culturelles, trop souvent confisquées par nos dirigeants, mais il faut bien le reconnaître, que nous leur déléguons. L'Afrique est engagée dans des processus de changements économiques et politiques : **elle doit se garder de reproduire notre démocratie représentative en crise où quand nous ne sommes pas contents nous manifestons, faisons grève ou nous contentons du seul vote pour changer de gouvernements !** Notre implication pour comprendre et s'approprier les questions difficiles de nos sociétés nous permettra d'inventer une démocratie plus participative, partenariale, où chacun s'engagera pour la mise en œuvre des décisions et des choix **collectifs**.

Claude Fischer-Herzog

(5 décembre 2017)

Laissez parler les Africains !

Lors de son discours devant les étudiants à l'Université de Ouagadougou (Burkina Faso)¹, le président Emmanuel Macron a dit ne plus vouloir de « politique africaine de la France », une formule pour le moins ambiguë et qui ressemble fort à du « débrouillez-vous ! ». Et en même temps, il a listé les projets qu'il veut pour l'Afrique : augmenter l'aide au développement, avoir des entreprises plus responsables, construire une Maison de la Jeunesse au centre de Ouagadougou, organiser une année de la Culture, permettre aux jeunes de faire du sport et participer aux JO... Avoir une politique ne consiste pas à dire « ce qu'on veut » mais à accompagner ce que les Africains veulent faire face aux immenses défis dont nous nous sentons solidaires. Sa politique d'aide est conçue de façon trop étroite. L'Afrique dit avoir besoin d'investissements massifs et durables pour s'interconnecter avec elle-même et émerger dans l'économie mondiale où elle ne représente encore que 3%. Elle a besoin d'infrastructures, d'écoles, de services, d'entreprises de production... Or les investissements européens représentent 4% des investissements mondiaux !

Si l'Afrique a pu demander un plan Marshall, il ne s'agit pas de verser des aides à des Etats qui ne savent pas toujours bien les gérer, voire les détourner, mais de mobiliser des fonds publics et privés qui créent une valeur ajoutée africaine, nouer des contrats de partenariat qui engagent les uns et les autres sur des projets, et rééquilibrer nos échanges. (...) Quant à la politique européenne pour l'Afrique, le président français n'en a rien dit si ce n'est qu'il a demandé aux Etats européens d'appuyer la politique sécuritaire de la France. Pas un mot sur la politique commerciale de l'UE envers l'Afrique qui a consisté à la renvoyer à l'OMC en lui donnant un peu de temps pour bâtir ses unions régionales. Là aussi, qu'elle se débrouille dans la compétition mondiale ! (...)

Le président français propose à l'Afrique de se prendre en main. « Nous n'avons pas attendu E. Macron pour le faire et pour savoir que l'Afrique doit devenir un continent autonome. Nous nous y attelons » répètent à l'envi les jeunes élites africaines que nous côtoyons. Le président du Ghana a mis les choses au clair, de façon courtoise mais fermement, en déclarant : « On ne peut pas continuer à faire des politiques pour nous, dans nos pays, dans nos régions, sur notre continent sur la base du soutien que le monde occidental, la France ou l'UE voudrait bien nous donner ». (...) Chacun construira son propre modèle de développement et nous avons à apprendre de nos expériences, mais notre avenir ici et là-bas est aussi dans le type de partenariats que nous saurons construire. Les défis attendent les Africains sont énormes (...). Ils concernent tout le monde, et peut-être plus encore la France et l'Europe qui ont une histoire en Afrique.

Entrepreneuriat : les jeunes veulent du concret !

Les Entretiens Eurafriains ont participé à la conférence internationale qui s'est tenue à Lomé (Togo) sur le thème « Uemoa : Entrepreneuriat et croissance¹ », les 7 et 8 décembre 2017. André-Franck Ahoyo, qui a animé un workshop sur l'environnement juridique des affaires, revient sur les principales conclusions des travaux.

Pendant deux jours, quelque 400 participants dont une grande majorité de jeunes Togolais (entrepreneurs ou en devenir) ont pu partager leurs motivations, leurs attentes et leurs difficultés devant les responsables d'institutions, d'entreprises et de start-ups principalement africaines et européennes.

L'objectif de cette conférence était en effet de déterminer ensemble des axes de progrès et de formuler des recommandations aux politiques de l'Uemoa (une délégation des organisateurs a été reçue par le Premier Ministre Togolais) en vue d'inciter les Etats à être plus attentifs aux besoins des jeunes entrepreneurs.

Si l'entrepreneuriat apparaît pour la jeunesse comme une solution pour trouver une activité génératrice de revenus mais également comme un vecteur de promotion sociale, il ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt. Entreprendre exige certes la mise en place d'un cadre préalable que les Etats de l'Uemoa tentent de mettre en place et les efforts dans ce sens sont reconnus (cf. le classement annuel Doing Business de la Banque Mondiale). Mais surtout, des mesures incitatives (encore trop timides) sont nécessaires quant à la formalisation des entreprises, à l'accès au crédit, à la protection sociale et à des taux d'imposition raisonnables.

Dans la réalité, l'environnement des affaires est rude pour les jeunes entrepreneurs togolais et leurs homologues de l'Uemoa, les pesanteurs sociales perdurent (les femmes sont durablement défavorisées), l'accès à l'information est trop parcellaire, les moyens de financement peu accessibles et l'accompagnement des **primo-ascendants** ? constitue un véritable parcours du combattant. A cela s'ajoute la question de l'accès à l'énergie, en particulier dans le monde rural où les entrepreneurs agricoles sont pénalisés.

Des recommandations

Pour faire de l'entrepreneuriat un levier de croissance inclusive et de développement durable de nos Etats, les participants à

cette conférence ont émis quelques recommandations fortes :

- Développer la culture entrepreneuriale en favorisant son enseignement dans tout le cursus éducatif des pays de la zone Uemoa pour éveiller les consciences et les vocations ;
- Favoriser la mise en place d'un écosystème de nature à accompagner les porteurs de projets (mentoring, coaching, garanties, financement, ...) et promouvoir la simplification et la dématérialisation des procédures administratives et réglementaires mais aussi une meilleure vulgarisation des textes législatifs (Ohada notamment) ;
- Inciter et promouvoir la production et la consommation locales permettant l'émergence d'un marché intérieur, la stimulation de la demande solvable, la capacité à exporter et le développement d'un « local content » Uemoa ;
- Développer un cadre réglementaire harmonisé à l'échelle de l'Uemoa rendant possible un bon équilibre entre les trois piliers de l'accès à l'énergie (réseaux, mini-réseaux, hors réseau) et surtout permettant de choisir avec souplesse entre les différents modèles économiques et de technologies en milieu rural.

L'entrepreneuriat en Afrique et a fortiori en zone Uemoa ne peut plus se limiter aux incantations. Du concret, exigent les jeunes entrepreneurs parfois excédés, sinon du balai !

André-Franck Ahoyo

Directeur adjoint des Entretiens Eurafriains

¹ Une conférence organisée à l'initiative de la société Emergence Capital dirigé par Edem Tengué et du Think Tank Club Afrique 2030 présidé par Khaled Igue, soutenus par l'AFD et en partenariat avec les Young leaders de la Fondation AfricaFrance.

Les prochaines étapes sur la route de Dakar

Français et Européens doivent mener le débat avec les Africains pour engager le processus vers une monnaie commune de la Cedeao.

L'article de Kako Nubukpo paru dans *Le Monde Afrique* le 29 novembre dernier*, suite aux propos d'Emmanuel Macron à Ouagadougou sur le Franc CFA (FCFA), lui aura valu son poste à l'OIF où il était directeur de la Francophonie économique et numérique. C'est regrettable. On lui reproche aujourd'hui d'être sorti de son devoir de réserve. Mais tout le monde sait la bataille que mène Kako depuis des années. Il ne s'en est jamais caché et a organisé de multiples rencontres et débats, publié plusieurs ouvrages et articles sur ce qu'il a dénommé « *la servitude monétaire* », éveillant les consciences sur le besoin d'une politique économique,

budgétaire et monétaire plus adaptée à la réalité de l'Afrique de l'Ouest. Nous avons nous-mêmes organisé plusieurs rencontres avec lui et d'autres acteurs de la société civile pour une confrontation positive avec les institutions. A Paris récemment, Les Entretiens Eurafricains ont poursuivi le débat avec la Cedeao et la Bceao (Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest).

Quand Emmanuel Macron referme le débat en renvoyant les Africains, leurs dirigeants et leurs sociétés, à leur choix et responsabilités, notre président n'assume pas la sienne qui voudrait qu'il contribue positivement à la transition de l'Afrique de l'Ouest vers un développement partagé. Et si je ne partage pas la virulence des propos de Kako, ni sa position radicale, je comprends sa colère et j'entends ses

arguments. Les Français et les Européens devront mener le débat avec les Africains pour engager le processus qui pourra déboucher sur une monnaie commune de la Cedeao¹. L'Europe n'est plus seule en Afrique qui est ouverte au monde, en particulier à la Chine et aux Etats Unis, et il est évident que le FCFA devra être relativement déconnecté de l'euro. Et ce n'est pas que l'affaire des seuls Africains. Sortons du débat idéologique – sans nier nos responsabilités historiques de part et d'autre – et ensemble éclairons ce débat difficile avec des arguments économiques et sociaux, ce qui permettra aux Etats et aux peuples d'Afrique de l'Ouest de faire le meilleur choix pour eux-mêmes et pour l'avenir de nos relations.

Claude Fischer-Herzog

Directrice des Entretiens Eurafricains

* Cf. L'article : *L'économiste Kako Nubukpo fustige la position du président français sur le CFA, qu'il juge « imprécise et caricaturale ».*